



IRS

# Karabakh : une vue de l'extérieur

**Oleg KUZNETSOV,**

*Candidat en sciences historiques, professeur  
(Moscou)*



## GUERRE POUR LE KARABAKH 2020 : ORIGINES, RAISONS ET RÉSULTATS



*Les éditeurs de la revue IRS-Héritage s'en tiennent à la tradition de ne placer qu'un seul article du même auteur dans chaque numéro, estimant en toute légitimité que, tant la diversité des sujets que la variété des styles des auteurs, jouent un rôle primordial dans la perception de la revue par les lecteurs. Cependant, dans ce numéro, il a été décidé de faire exception à la règle. Ainsi, nous présentons à l'attention des lecteurs deux articles du politologue Oleg Kuznetsov.*

**La rédaction de la revue IRS-Héritage**

*Artillerie azerbaïdjanaise bombardant des lignes arméniennes au Karabakh...*



Le 10 novembre 2020, la guerre arméno-azerbaïdjanaise a pris fin. Elle est déjà entrée dans l'histoire contemporaine de l'État azerbaïdjanais indépendant sous le nom de *guerre patriotique*.

De 1988 à 1994, l'Arménie a occupé les territoires azerbaïdjanais du Haut-Karabakh ainsi que de sept régions administratives adjacentes d'Azerbaïdjan, les déclarant *zone tampon de sécurité* et ne menant aucune activité économique sur ces terres. Un peu plus d'un million d'Azerbaïdjanais ethniques ont été expulsés de leurs foyers (230 000 à 250 000 d'Arménie et 780 000 des territoires occupés). Toute l'infrastructure industrielle, économique et sociale de ces zones a été délibérément détruite. Des biens ont été vendus à l'Arménie, à la Géorgie ou encore à l'Iran : l'équipement industriel a été démantelé et vendu comme ferraille, tous les bâtiments et structures construits en brique ou en pierre ont été déconstruits et les matériaux ont été vendus, le plus souvent à l'Iran. Les dommages matériels causés au peuple azerbaïdjanais par l'occupation arménienne s'élèvent à des dizaines de milliards de dollars.

Les Azerbaïdjanais ne sont pas les seuls à être persécutés par les Arméniens. Avec les Azerbaïdjanais de souche, des Russes, des Juifs, des Ukrainiens, des Kurdes et des Turcs Meskhètes ont été expulsés de leurs foyers. L'envahisseur a essayé de détruire tout ce qui n'était pas arménien, incapable d'apporter quelque chose qui lui

soit propre sur les terres occupées. Au Karabakh, 63 des 67 mosquées ont été démantelées et les quatre autres ont été gravement endommagées. Le même sort a été réservé à l'église orthodoxe de la Transfiguration du Seigneur dans la région de Khojavend qui, pendant les années d'occupation, a été totalement pillée et partiellement détruite.

Et dans quel but les autorités arméniennes ont-elles détruit les villes et villages capturés d'Azerbaïdjan ? Ces mêmes autorités d'occupation arméniennes, qui ont déclaré une *zone tampon* autour du Karabakh, ont délibérément anéanti son infrastructure, pensant qu'en voyant cette dévastation, les Azerbaïdjanais n'oseraient pas revenir. Mais ils se sont trompés dans leurs calculs : l'Azerbaïdjan est revenu et fera revivre et restaurer ses terres des cendres.

Depuis 1994, année de la signature du protocole de Bichkek pour mettre fin au conflit armé dans et autour du Haut-Karabakh, l'Azerbaïdjan a fait tous les efforts politiques et diplomatiques nécessaires pour rendre à sa juridiction les régions administratives occupées par l'Arménie, d'autant plus que l'obligation d'en retirer les formations armées arméniennes avait été directement et clairement indiquée par quatre résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies : les résolutions 822 du 30 avril 1993, 853 du 29 juillet 1993, 874 du 14 octobre 1993 et 884 du 12 novembre 1993. Auparavant,

*Roquettes azerbaïdjanaises frappant des lignes ennemies...*

la communauté internationale (représentée par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'OSCE) s'était d'ores et déjà intéressée au règlement du conflit du Haut-Karabakh, pour lequel le Groupe de Minsk de l'OSCE avait été créé en 1992.

De 1992 à 2005, le Groupe de Minsk de l'OSCE a présenté trois propositions différentes comme base de négociations, qui n'ont toutefois pas abouti à un compromis mutuellement acceptable. En conséquence, tout se résumait à une option de compromis, qui prévoyait un règlement graduel du conflit par une restitution progressive des territoires occupés avec l'aide des pacificateurs internationaux. Mais toutes les négociations ont été contrecarrées par les autorités militaro-politique de l'Arménie. La dernière version de ce document a été remise aux parties en juin 2019 par les coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE. Mais à cette initiative, Erevan émit une réponse ambitieuse : « *Nouvelle guerre, nouveaux territoires* » (c.-à-d. qu'en cas de guerre l'Arménie gagnerait facilement, après quoi elle étendrait sa zone d'occupation des terres azerbaïdjanaises). Le 27 septembre 2020, l'armée arménienne a soumis un certain nombre d'agglomérations azerbaïdjanaises à des tirs de roquettes et d'artillerie, après quoi l'armée azerbaïdjanaise a lancé une contre-attaque sur les positions du corps d'occupation de l'armée arménienne au Karabakh. Il n'y a aucune raison de paraphraser le

contenu de cette guerre de 44 jours, qui s'est terminée par une cuisante défaite des forces armées arméniennes au Karabakh. On peut dire une seule chose : le plan de la campagne militaire, scrupuleusement conçu et mis en œuvre par le commandement de l'armée azerbaïdjanaise, a été garanti par une double mise à disposition des forces et des moyens impliqués, ce qui indique un degré élevé de préparation (une longue préparation) de l'armée azerbaïdjanaise à cette guerre. En décembre 2008, le président Ilham Aliyev avait déclaré que, sur quel que document signé que ce soit, « *personne ne pourra trouver l'engagement de l'Azerbaïdjan à s'abstenir d'une voie militaire pour résoudre le conflit. En conséquence, tout en espérant un règlement politique, nous devons en même temps nous tenir prêts à toute mesure, et en ces termes, la voie militaire n'est pas, et n'a jamais été, une exclusion.* » Au cours des douze années suivantes, Bakou espéra que le bon sens et les normes du droit international prévaudraient toujours. Cependant, la partie arménienne, avec ses provocations constantes tant sur la ligne de front au Karabakh qu'en-dehors de sa zone géographique (la dernière d'entre elles s'étant produite en juillet 2020 à Tovouz, à plus d'une centaine de kilomètres du Karabakh), n'a pas laissé le choix à l'Azerbaïdjan entre la paix et la guerre, lui imposant cette dernière.

Dans la guerre avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan a déployé une nouvelle tactique de guerre dans les zones



*L'infanterie azerbaïdjanaise se met en marche...*

montagneuses et boisées, difficiles d'accès. Lorsque les troupes avancent, elles doivent constamment attaquer l'ennemi situé au loin dans des fortifications sur une colline. Selon les manuels de tactique militaire existants, dans cette situation, l'attaquant subit toujours des pertes humaines et matérielles, trois fois plus que le défenseur. Mais pas dans le cas présent. Ainsi, les pertes

humaines de l'armée azerbaïdjanaise se sont avérées être près de 20 % inférieures à celles de l'ennemi, 4 fois moins importantes en matériel léger, et 6 fois moindres en armes offensives lourdes. L'armée arménienne a perdu 80 % de ses chars, 70 % de ses véhicules blindés de transport de troupes et unités d'artillerie (canons), 50 % de ses lance-roquettes, ainsi que toute sa défense



*Un char azerbaïdjanais en route pour le front...*

*Le char portant le nom du héros national d'Azerbaïdjan, Albert Agarounov, se lance dans la bataille*

aérienne militaire. Un tel résultat n'a été possible qu'à la suite d'un changement radical du paradigme d'engagement des troupes dans les hostilités et d'une modernisation globale de l'ensemble du système des forces armées, tant d'un point de vue structurel et que pour les manœuvres. En 2013, les autorités azerbaïdjanaises ont annoncé la mise en œuvre d'un plan décennal de modernisation de leurs forces armées, dont le but était de les préparer à la guerre de libération du Karabakh, la tâche géostratégique la plus importante et prioritaire de l'État azerbaïdjanais.

De nombreux experts militaires identifient trois facteurs principaux de la victoire de l'armée azerbaïdjanaise dans la guerre contre l'Arménie : un haut degré de discipline et de professionnalisme des personnels, une supériorité militaro-technique sur l'ennemi et une motivation morale et psychologique sans précédent. Pas un seul ordre du haut commandement sur la cadence de l'avancée n'a été violé, pas un seul officier, ni même soldat (sous contrat ou conscrit), n'a rechigné lors de l'exécution de missions de combat, chacun était au fait de son rôle dans la nouvelle tactique de guerre. La supériorité aérienne a été atteinte grâce à l'utilisation massive d'engins

aériens sans pilote (ou drones), notamment de drones de combat autonome, qui sont devenus le maître-mot dans la théorie de l'art militaire. La supériorité militaro-technique de l'Azerbaïdjan sur l'Arménie était en grande partie due au fait que l'Azerbaïdjan avait diverses sources d'approvisionnement, des contrats d'armement ayant été passés avec des fournisseurs russes, biélorusse, israélien, français et de nombreux autres pays. Et cette supériorité militaro-technique de l'Azerbaïdjan sur l'Arménie a permis à son armée de mener des hostilités dans de nombreux secteurs du front, c'est-à-dire de détruire des positions, des points de commandement et de contrôle, des colonnes de ravitaillement et des campements de l'armée arménienne à distance, sans contact direct de feu sur le champ de bataille. Il suffit de dire que l'armée arménienne a perdu les deux tiers de ses chars et véhicules de combat d'infanterie (à couvert ou en activité). Le contrôle des tirs à l'aide de drones, ainsi que la détention d'une importante quantité de munitions et d'un système de soutien matériel et technique performant, ont été primordiaux dans l'application tactique de guerre par l'armée azerbaïdjanaise. Le succès sur le champ de bataille a renforcé le moral des troupes déjà élevé et leur

*L'utilisation généralisée d'avions sans pilote par l'Azerbaïdjan est une nouveauté militaire...*



motivation à libérer leurs terres natales. Le point d'orgue de cette manifestation est très certainement l'assaut de Choucha des 6-8 novembre 2020, lorsque les forces spéciales de la République d'Azerbaïdjan, escaladant les pentes presque abruptes des montagnes, se sont engagées dans un combat au corps-à-corps dans les rues de la ville, faisant sortir l'ennemi des maisons avec des couteaux et des grenades. Tout au long de la guerre, dans les rangs de l'armée azerbaïdjanaise, pas un seul cas de refus d'exécuter un ordre n'a été enregistré, même s'il exigeait un sacrifice personnel... Pas un seul crime militaire, comme la désertion, le gaspillage de biens militaires confiés ou l'abandon de poste. De plus, aucun parent ou proche de soldat azerbaïdjanais mort n'a exprimé son mécontentement ou formulé

des reproches à l'État ou à la société sur le fait que son enfant ou frère soit mort dans cette guerre. La guerre du Karabakh de l'automne 2020 a montré un degré élevé d'unité de l'armée, du peuple et de l'État azerbaïdjanais, probablement le facteur décisif ayant mené à la victoire.

Sur le plan stratégique, les chefs militaires azerbaïdjanais se sont avérés être plus percutant que leurs homologues arméniens. En témoigne la rapidité et la facilité avec laquelle la défense aérienne militaire de l'armée arménienne au Karabakh a été découverte et détruite. Dès les deux premiers jours des combats, plusieurs avions AN-2 de l'aviation civile (généralement utilisés à des fins économiques comme pour la pulvérisation de pesticides sur les champs), de taille similaire à celle des chasseurs-bombardiers,



*Char arménien détruit par un missile guidé, résultat d'une opération de drone...*

ont été utilisés en mode sans pilote. Tous ont été abattus par les tirs des systèmes de défense aérienne militaires arméniens, découvrant ainsi leurs positions aux drones azerbaïdjanais de reconnaissance et de guidage, et rapidement détruites par des drones ou des tirs de roquettes et d'artillerie. Affirmant une domination aérienne absolue, les forces armées azerbaïdjanaises se prédestinaient, dès le troisième jour de la guerre, à une victoire ultérieure. L'Arménie

a effectivement subi un cuisant échec dans la guerre du Karabakh de l'automne 2020. L'Azerbaïdjan a mené une guerre sur son propre territoire, internationalement reconnu, pour la libération de ses terres occupées. L'Azerbaïdjan se devait de gagner cette guerre.

Sur l'ensemble des conflits militaires régionaux dans l'histoire du monde du dernier quart du XXe et premier quart du XXIe siècle, un autre aspect militaro-politique distingue la guerre arméno-azerbaïdjanaise de 2020 pour le Karabakh. Pour la première fois dans l'existence



*Char azerbaïdjanais faisant feu...*

du système de droit international (dans le cadre des Nations Unies), et pour la première fois au cours des 75 dernières années, un pays a contraint par la force de ses armes l'État agresseur à se conformer inconditionnellement aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sur la libération des territoires précédemment occupés. Ce pays, c'est l'Azerbaïdjan. Il a créé un précédent juridique international qui démontre clairement la primauté du droit sur les aspirations géopolitiques des amoureux du pouvoir narcissique, un sérieux précepte



*Canon anti-aérien arménien détruit par une attaque de drone...*

*Chars arméniens, trophées de guerre...*



pour les générations actuelles et futures de politiciens. Lorsqu'une nation, un État et une armée sont unis dans leur désir de restaurer la justice historique, cette alliance est capable de résister à toute menace extérieure, peu importe sa provenance.

L'Arménie a été sauvée d'une destruction totale de ses forces armées au Karabakh par l'intervention

militaro-politique de la Russie, poursuivant ses objectifs purement géopolitiques dans la région du Caucase du Sud et faisant, à plusieurs reprises, des efforts pour parvenir à un arrêt des hostilités. Au moment du cessez-le-feu du 10 novembre, cernés aux trois-quarts et sous les tirs constants et denses de roquettes et d'artillerie de l'armée azerbaïdjanaise à Aghdam, se trouvait une



*Canons anti-aériens arméniens, trophées de guerre...*

*Élite de l'armée azerbaïdjanaise : des unités des forces spéciales au défilé de la victoire (Bakou, 10 décembre 2020)*

formation de l'armée arménienne de 6 000 à 10 000 hommes ; la moitié d'entre eux à demi encerclée en direction de Latchin, et l'autre partie en couverture tactique près de Choucha. Si les pourparlers des 9 et 10 novembre à Moscou n'avaient pas abouti, l'ensemble du groupe de soldats arméniens auraient été pulvérisés par les troupes azerbaïdjanaises en quelques jours, ce qui aurait été une catastrophe nationale pour l'Arménie.

L'accord trilatéral du 10 novembre 2020, entre la Russie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie a non seulement mis fin à la guerre, mais a également tracé les grandes lignes du règlement d'après-guerre du conflit du Haut-Karabakh dans la nouvelle réalité régionale établie par les hostilités. Un accord qui prévoit la restitution, par l'Arménie à la juridiction de l'Azerbaïdjan, des territoires adjacents au Haut-Karabakh, occupés depuis 1992-

1994 et non libérés par l'armée azerbaïdjanaise au moment de la signature dudit accord (Aghdam et les régions de Kelbadjar et Latchin), le positionnement au Karabakh de casques bleus russes parallèlement au retrait des formations armées arméniennes de la région, la création d'un centre de maintien de la



*Détachement de reconnaissance de l'armée azerbaïdjanaise envoyé à l'arrière de l'ennemi...*

*Chars azerbaïdjanais en marche...*



paix pour contrôler le cessez-le-feu, l'échange de prisonniers de guerre, d'otages et autres détenus et des corps des morts, le retour des déplacés internes, le déblocage de toutes les liaisons économiques et de transport dans la région du Caucase du Sud ; en même temps, l'Azerbaïdjan doit garantir la sécurité du trafic le long du corridor de Latchin (des citoyens, des véhicules et des marchandises entre l'Arménie et le Karabakh), et l'Arménie doit garantir la sécurité des liaisons de transport entre les régions occidentales de la République d'Azerbaïdjan et la République autonome

du Nakhitchevan (une exclave azerbaïdjanaise, séparée de la métropole par quarante kilomètres de territoire arménien).

Certains des points de l'accord trilatéral sur le Karabakh du 10 novembre 2020 ont déjà été mis en œuvre, certains autres sont en cours, d'autres sont ignorées ou officiellement bloquées par la partie arménienne. Le 11 janvier 2021, les chefs d'Azerbaïdjan, d'Arménie et de Russie ont signé une déclaration sur la création d'un groupe de travail trilatéral sous la présidence conjointe des vice-premiers ministres des trois pays pour

*Artillerie de roquettes  
azerbaïdjanaise en action...*



*Président de la République d'Azerbaïdjan  
Commandant en Chef Suprême, Ilham Aliyev, dans les territoires libérés*



débloquer toutes les liaisons économiques et de transport dans la région autour du Haut-Karabakh. Le 30 janvier 2021, en Azerbaïdjan, près du village de Guiyamaddenli dans la région d'Aghdam, s'est tenu l'ouverture du Centre de surveillance conjoint russo-turc pour contrôler le cessez-le-feu et toutes les hostilités dans la zone de conflit du Haut-Karabakh.

Le 15 juin 2021, en échange de 15 de ses saboteurs capturés par l'armée azerbaïdjanaise, l'Arménie a remis à Bakou des cartes officielles des champs de mines dans la région d'Aghdam, sur lesquelles sont indiquées 97 000 positions de mines, et si l'on ajoute à ce nombre tous les pièges et munitions non explosées pendant la guerre sur le territoire de cette zone, alors ce nombre peut doubler, voire même tripler. Ainsi, les sept districts de l'ancienne *zone tampon* de l'occupant arménien autour du Haut-Karabakh, pourraient receler de 1 à 2 millions d'objets explosifs. Cependant, l'Azerbaïdjan est déterminé à faire revivre le désert artificiel resté sur ses terres après l'expulsion de l'occupant arménien.

De nombreux projets d'infrastructures sont d'ores et déjà mis en œuvre sur les terres rendues à la juridiction de Bakou, à l'instar de la construction de trois aéroports internationaux à Fizouli, Zanguilan et Kelbadjar (la piste du premier d'entre eux fera l'objet de tests dès cet

automne), d'un réseau d'autoroutes à voies multiples, la réhabilitation de la voie ferrée, et la reconstruction des villes pour accueillir quelque deux à trois cent mille habitants, en lieu et place de celles détruites par l'envahisseur arménien. Parallèlement aux efforts propres à l'Azerbaïdjan ou par le biais de concessions étrangères, les ouvrages hydro-techniques d'importance stratégique (les réservoirs de Sargsan et de Khodaafarin), les entreprises de l'industrie électrique, les industries minières, pétrolières et gazières sont en cours de réfection et les terres agricoles sont mises en exploitation. Pour coordonner les efforts visant à restaurer l'économie détruite par la guerre et attirer les investissements, le Fonds d'État pour la renaissance du Karabakh a été créé en Azerbaïdjan, un organisme reconnu pour centraliser et systématiser tous les efforts en la matière. Aujourd'hui, il est indéniable que les dirigeants azerbaïdjanais ont une idée nette et précise de ce qui doit être fait, des ressources nécessaires et de potentiels partenaires, ce qui signifie que la volonté politique, associée aux ressources, donnera bientôt des résultats et prouvera une fois de plus l'exactitude des paroles qui résonnent aujourd'hui à l'unisson avec les battements de cœur de chaque Azerbaïdjanais... ✨

**Le Karabakh, c'est l'Azerbaïdjan !**